ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 36.395/2
DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 12 janvier 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier", a donné le 16 janvier 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée par le fait)

- que la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 précise en son article 17 que les États membres auraient dû adopter et publier les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires avant le 1er janvier 2004;
- que ladite loi doit être adoptée le plus rapidement possible afin qu'elle soit connue des citoyens et des entreprises;
- que cette loi doit dès lors être prise d'urgence."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

L'accord du Ministre du Budget du 8 janvier 2004, transmis au Conseil d'État par une télécopie du 14 janvier, est conditionnel puisqu'il y est précisé ce qui suit :

"Mits schrapping van (i) het 2de lid van artikel 3, § 4 en (ii) het artikel 16 van het voorliggende ontwerp van wet en op voorwaarde dat mij een nota van de

FOD Financiën bezorgd wordt waaruit blijkt dat de anti-misbruik bepalingen die van toepassing zijn op het F.B.B. eveneens van toepassing zijn op schuldinstrumenten van vóór 1 maart 2001 (in het kader van de implementatie van de richtlijn 2003/48/EG in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992), kan ik mij akkoord verklaren met dit voorontwerp".

Selon la notification du Conseil des ministres du 9 janvier 2004, l'impact budgétaire et technique de l'article 3, § 4, alinéa 2, et de l'article 16 sera vérifié par le groupe de travail de coordination de la politique concerné.

C'est sous cette réserve que le présent avis est donné.

Observations générales

1. La directive 2003/48/CE du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts du 3 juin 2003 à laquelle le titre II de l'avant-projet tend à adapter le droit belge a pour but de permettre que les revenus de l'épargne, sous forme de paiement d'intérêts effectué dans un État membre de l'Union européenne en faveur de bénéficiaires effectifs, personnes physiques, résidents fiscaux d'un autre État membre soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier État membre (article premier.1.).

En principe, cet objectif doit être réalisé par échange d'informations entre les États (articles 8 et 9 de la directive).

Toutefois, au cours d'une période transitoire définie par l'article 10 de la directive, la Belgique, de même que le Luxembourg et l'Autriche, est autorisée à remplacer l'échange d'informations par le prélèvement d'une retenue à la source de 15 % pendant les trois premières années de la période transitoire (retenue portée à 20 % pendant les trois années suivantes et à 35 % par la suite) (article 11.1. de la directive).

En cas d'application de cette retenue à la source, les États concernés "conservent 25 % de leurs recettes et en transfèrent 75 % à l'État membre de la résidence du bénéficiaire effectif des intérêts" (articles 12.1. et 12.2. de la directive).

C'est cette retenue à la source que l'avant-projet dénomme "prélèvement pour l'État de résidence", notion définie par l'article 8 de l'avant-projet qui ajoute un 10° dans l'article 2 du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après CIR).

2. Il serait préférable d'intégrer toutes les dispositions de l'avant-projet relatives à cette retenue à la source dans le CIR. Cette retenue à la source constitue en effet un impôt sur les revenus perçus par l'État belge, même si celui-ci est tenu d'en ristourner les trois quarts à l'État de la résidence du bénéficiaire effectif des revenus.

Cette méthode présenterait l'avantage de rendre de plein droit applicables à cette retenue à la source les règles communes aux impôts sur les revenus, et notamment les règles de recouvrement pour le cas où l'agent payeur ne paie pas spontanément la retenue à la source (enrôlement, comme en matière de précompte mobilier).

3. Si les dispositions de l'avant-projet ne sont pas intégrées dans le CIR, il faudrait à tout le moins compléter l'article 4, § 4, de l'avant-projet qui ne rend applicables au "prélèvement" que "les règles applicables en matière de déclaration, de versement et d'établissement du précompte mobilier (y compris l'article 412 du CIR)". Il est douteux que cela couvre les règles du CIR relatives aux délais d'imposition. Cela ne vise certainement pas les pouvoirs d'investigation de l'administration, les voies de recours, la disposition dite anti-abus de l'article 344, § 1er, du CIR. Quant aux sanctions prévues par le CIR, elles sont rendues applicables par l'article 14 de l'avant-projet.

Observations particulières

Dispositif

Article 3

Le 6° de l'article 3, § 1er, reproduit l'article 4.2. de la directive 2003/48/CE, précitée.

En droit belge, il est toutefois difficile de comprendre ce que l'on entend par une "entité" qui ne serait pas une personne morale. Cette notion devrait être explicitée tout au moins dans l'exposé des motifs.

Article 4, §§ 2 et 3

1. L'article 16 de la directive 2003/48/CE, précitée, dispose que celle-ci

> "(...) ne fait pas obstacle à ce que les États membres prélèvent des retenues à la source autres que la retenue visée à l'article 11 dans le cadre de leurs dispositions nationales ou de conventions relatives à la double imposition".

Comme l'y autorise cette disposition de la directive, l'avant-projet prévoit que le prélèvement pour l'État de résidence ne fait pas obstacle à l'application des dispositions du CIR qui prescrivent la retenue du précompte mobilier (voir spécialement article 4, § 3, de l'avant-projet).

En vertu de l'article 230, 2°, du CIR en ce qui concerne les valeurs étrangères et des exemptions du précompte mobilier prévues par les dispositions du CIR ou de son arrêté d'exécution, le précompte mobilier ne sera perçu, en règle, sur des intérêts alloués à des non-résidents que s'il s'agit de titres au porteur.

Il convient d'observer par ailleurs que les non-résidents peuvent échapper au "prélèvement pour l'État de résidence" en remettant à l'agent payeur le certificat prévu à l'article 5 et en lui permettant de transmettre les informations à l'État de la résidence.

Il se justifie dès lors que l'instauration du "prélèvement pour l'État de résidence" laisse subsister les dispositions en vigueur relatives au précompte mobilier.

2. L'article 4, § 3, de l'avant-projet prévoit que la base de calcul du "prélèvement pour l'État de résidence" est le montant des intérêts après déduction du précompte mobilier qui aurait été retenu à la source.

Il est douteux que cette règle soit conforme à l'article 11.2. de la directive 2003/48/CE, précitée, selon lequel l'agent payeur prélève la retenue à la source de 15 % "sur le montant des intérêts payés ou crédités", ce qui paraît viser le montant brut, avant déduction de toute retenue à la source prévue par la législation interne de l'État où est établi l'agent payeur. En effet, l'objectif de la directive 2003/48/CE, précitée, est de permettre l'imposition effective des revenus dans l'État de la résidence du bénéficiaire effectif (article premier.1.) et la directive envisage le cas où, lorsque les intérêts font l'objet dans l'État de l'agent payeur d'une autre retenue à la source que le "prélèvement", l'État de la résidence accorde un crédit d'impôt pour cette retenue (article 14.3. de la directive 2003/48/CE, précitée).

Articles 8, 9, 10 et 11
(Modifications aux articles 2, 22, 37 et 286 du CIR)

1. À supposer que les dispositions de l'avant-projet ne soient pas intégrées dans le CIR, il est paradoxal que l'article 8 de l'avant-projet introduise dans l'article 2 du CIR 92 une définition du "prélèvement pour l'État de résidence", alors que ni l'assiette ni la base de calcul ni le taux de cette retenue à la source ne se trouvent dans le CIR.

Cette définition n'a d'autre objet, dans l'avant-projet, que de compléter la définition du revenu net des capitaux et biens mobiliers dans les articles 22, § 1er, et 37 du CIR et de compléter la définition de la base de calcul de la quotité forfaitaire d'impôt étranger à l'article 286 du CIR.

Contrairement à ce qu'indique l'exposé des motifs, il serait préférable de ne pas alourdir l'article 2 du CIR, consacré à la définition de notions fondamentales du CIR, par une définition difficilement compréhensible du "prélèvement pour l'État de résidence" et de remplacer, dans les articles 22, § 1er, 37 et 286, du CIR, l'allusion au "prélèvement" prévue dans l'avant-projet par une phrase supplémentaire.

Ainsi, dans l'article 22 du CIR serait ajouté un paragraphe 4, nouveau, ainsi rédigé :

"§ 4. Pour l'application du paragraphe 1er, est assimilée au précompte mobilier la retenue à la source faite par un agent payeur établi en Belgique sur les intérêts payés :

a) à des résidents d'un autre État membre de l'Union européenne conformément aux dispositions adaptant le droit belge à la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts;

b) à des résidents d'un pays tiers - partenaire visé à l'article 17.2. de ladite directive."

Les articles 37 et 286 du CIR en projet seraient modifiés de la même manière.

Articles 12 et 13
(Modifications à l'article 338 du CIR et article 338*bis* du CIR en projet)

1. L'article 12 paraît inutile sauf dans la mesure où il remplace dans l'article 338 du CIR les termes "Communauté économique européenne" par les termes "Union européenne".

En revanche, il convient de compléter l'article 338*bis* par un paragraphe 1er nouveau rédigé comme suit :

"Art. 338bis. § 1er. Sans préjudice de l'article 338, le présent article règle l'échange d'informations dans le cadre de la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts."

2. Les définitions de "bénéficiaire effectif", d'"intérêts" et d'"agent payeur" font l'objet de l'article 3, § 1er, du présent avant-projet. Il n'y a pas lieu d'habiliter le Roi à définir ces mêmes notions comme le fait l'article 338*bis*, § 1er, alinéa 4, en projet.

Article 15

Il peut se comprendre, compte tenu des contraintes qui découlent de la directive 2003/48/CE, précitée, que le Roi soit habilité à fixer la date d'entrée en vigueur des articles 2 à 14, en projet (article 15, § 1er, de l'avant-projet).

Par contre, en vertu du principe de la légalité de l'impôt consacré par les articles 170 et 172 de la Constitution, le Roi ne saurait être habilité, comme le prévoit l'article 15, § 2, 1°, de l'avant-projet, à fixer la date à laquelle il pourra être mis fin au système transitoire du mécanisme du "prélèvement pour l'État de résidence" et ce, à une date qui pourrait même être antérieure à la date ultime qui découlerait de l'application de l'article 10.2. de la directive 2003/48/CE, précitée. C'est en effet au législateur qu'il

appartient de renoncer de façon anticipée à un mécanisme de recette fiscale qu'il a lui-même mis en place, fût-ce de manière transitoire.

Article 16
(Modification de l'article 261 du CIR)

Le texte vise in fine "une attestation certifiant cette qualité".

Le texte devrait préciser de qui doit émaner cette attestation et de quelle qualité il s'agit.

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	J.	JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M.	BAGUET,	
Monsieur	J.	KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.395/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 januari 2004 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot omzetting in het Belgisch recht van de richtlijn 2003/48/EG van 3 juni 2003 van de Raad van de Europese Unie betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling en tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de roerende voorheffing", heeft op 16 januari 2004 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

"- (...) la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 précise en son article 17 que les Etats membres auraient dû adopter et publier les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires avant le l[er] janvier 2004;

- (...) ladite loi doit être adoptée le plus rapidement possible afin qu'elle soit connue des citoyens et des entreprises;

- (...) que cette loi doit dès lors être prise d'urgence."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

De akkoordbevinding van de Minister van Begroting d.d. 8 januari 2004, die aan de Raad van State is meegedeeld met een faxbericht van 14 januari, is voorwaardelijk, aangezien daarin het volgende wordt bepaald :

> "Mits schrapping van (i) het 2de lid van artikel 3, § 4 en (ii) het artikel 16 van het voorliggende ontwerp van wet en op voorwaarde dat mij een nota van de FOD Financiën bezorgd wordt waaruit blijkt dat de anti-misbruik bepalingen die van toepassing zijn op het F.B.B. eveneens van toepassing zijn op schuldinstrumenten van vóór 1 maart 2001 (in het kader van de implementatie van de richtlijn 2003/48/EG in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992), kan ik mij akkoord verklaren met dit voorontwerp".

Volgens de kennisgeving van de Ministerraad van 9 januari 2004 zal de budgettaire en technische weerslag van artikel 3, § 4, tweede lid, en van artikel 16 worden nagegaan door de werkgroep voor de coördinatie van het beleid terzake.

Het is onder dat voorbehoud dat dit advies wordt gegeven.

Algemene opmerkingen

1. Richtlijn 2003/48/EG van de Raad van de Europese Unie van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling, waaraan het Belgische recht bij titel II van het voorontwerp wordt aangepast, strekt ertoe het mogelijk te maken dat inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling die in een lidstaat van de Europese Unie wordt verricht aan uiteindelijk gerechtigden die een natuurlijke persoon zijn en hun fiscale woonplaats in een andere lidstaat hebben, effectief worden belast overeenkomstig het nationale recht van de laatstgenoemde lidstaat (artikel 1. 1.).

In principe moet dat doel worden bereikt door de uitwisseling van informatie tussen de lidstaten onderling (artikelen 8 en 9 van de richtlijn).

Tijdens een overgangsperiode bepaald bij artikel 10 van de richtlijn is het België, net als Luxemburg en Oostenrijk, evenwel toegestaan om in plaats van informatie uit te wisselen bronbelasting te heffen tegen een tarief van 15% gedurende de

.../...

eerste drie jaar van de overgangsperiode (welke belasting tijdens de volgende drie jaar op 20% wordt gebracht en daarna op 35%) (artikel 11. 1. van de richtlijn).

Wanneer bronbelasting wordt geheven, "behouden (de lidstaten in kwestie) 25% van hun opbrengsten en dragen (ze) 75 % over aan de woonstaat van de uiteindelijk gerechtigde van de rente" (artikelen 12.1. en 12.2. van de richtlijn).

Die bronbelasting krijgt in het voorontwerp de naam "woonstaatheffing", welk begrip gedefinieerd wordt in artikel 8 van het voorontwerp, waarbij een onderdeel 10° wordt ingevoegd in artikel 2 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (hierna te noemen WIB).

2. Het zou beter zijn alle bepalingen van het voorontwerp betreffende die bronbelasting in het WIB op te nemen. Die bronbelasting is immers een inkomstenbelasting die geïnd wordt door de Belgische Staat, ook al is deze ertoe gehouden drie vierde ervan door te storten aan de woonstaat van de uiteindelijk gerechtigde van de inkomsten.

Die methode zou het voordeel bieden dat die bronbelasting van rechtswege zou vallen onder de regels die voor alle inkomstenbelastingen gelden, en inzonderheid onder de invorderingsregels voor het geval de uitbetalende instantie de bronbelasting niet spontaan betaalt (inkohiering zoals inzake roerende voorheffing).

3. Indien de bepalingen van het voorontwerp niet in het WIB worden opgenomen, zou artikel 4, § 4, van het voorontwerp, naar luid waarvan voor de "heffing" alleen "de regels toepasselijk op de wijze van aangifte, storting en vestiging van de roerende voorheffing (met inbegrip van artikel 412 van het WIB) gelden, op zijn minst moeten worden aangevuld. Het kan worden betwijfeld of die uitdrukking ook de regels van het WIB inzake de aanslagtermijnen dekt. Die uitdrukking dekt overigens zeker niet de onderzoeksbevoegdheid van het bestuur, de rechtsmiddelen en de zogeheten anti-misbruikbepaling van artikel 344, § 1, van het WIB. De strafbepalingen van het WIB, hunnerzijds, worden toepasselijk verklaard bij artikel 14 van het voorontwerp.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 3

In artikel 3, § 1, 6°, wordt artikel 4.2. van richtlijn 2003/48/EG overgenomen.

In Belgisch recht valt evenwel moeilijk te begrijpen wat verstaan wordt onder een "entiteit" die geen rechtspersoon zou zijn. Dat begrip moet op zijn minst in de memorie van toelichting worden geëxpliciteerd.

Artikel 4, §§ 2 en 3

1. In artikel 16 van de voormelde richtlijn 2003/48/EG, wordt bepaald dat

> "deze richtlijn (...) de lidstaten niet (belet) om naast de bronbelasting als bedoeld in artikel 11, overeenkomstig hun nationale wetten en verdragen tot voorkoming van dubbele belasting, ook andere bronbelastingen te heffen".

Zoals in deze bepaling van de richtlijn wordt toegestaan, wordt in het voorontwerp bepaald dat de woonstaatheffing er niet aan in de weg staat dat de bepalingen van het WIB die voorschrijven dat de roerende voorheffing moet worden ingehouden van toepassing zijn (zie inzonderheid artikel 4, § 3, van het voorontwerp).

Krachtens artikel 230, 2°, van het WIB, betreffende "buitenlandse roerende waarden" (lees : buitenlandse effecten) en de vrijstellingen van roerende voorheffing waarin de bepalingen van het WIB of van het besluit tot uitvoering ervan voorzien, zal de roerende voorheffing op interesten die aan niet-verblijfhouders worden toegekend in de regel alleen geheven worden wanneer het gaat om effecten aan toonder.

Er dient overigens te worden opgemerkt dat de niet-verblijfhouders kunnen ontsnappen aan "woonstaatheffing", door aan de uitbetalende instantie de verklaring voor te leggen waarin artikel 5 voorziet en door haar in staat te stellen de inlichtingen aan de woonstaat te bezorgen.

Het is derhalve gewettigd dat door de invoering van de "woonstaatheffing" de van kracht zijnde bepalingen betreffende de roerende voorheffing blijven bestaan.

2. Artikel 4, § 3, van het voorontwerp bepaalt dat de grondslag voor de berekening van de "woonstaatheffing" het bedrag van de interesten is, na aftrek van de roerende voorheffing die aan de bron ingehouden zou zijn.

Het is twijfelachtig of deze bepaling conform artikel 11.2. van de voormelde richtlijn 2003/48/EG is, volgens hetwelk de uitbetalende instantie de bronbelasting van 15% inhoudt "op de uitbetaalde of bijgeschreven rente", waarmee lijkt te worden bedoeld het brutobedrag, vóór aftrek van elke broninhouding waarin voorzien is in de interne wetgeving van de Staat waar de uitbetalende instantie gevestigd is. Het oogmerk van de voormelde richtlijn 2003/48/EG bestaat er immers in het mogelijk te maken dat inkomsten effectief worden belast in de woonstaat van de uiteindelijk gerechtigde (artikel 1.1.). Ze beoogt het geval waarin de woonstaat, indien rente, in de Staat van de uitbetalende instantie behalve aan de "inhouding" ook onderworpen is geweest aan andere bronbelastingen, voor een dergelijke inhouding van bronbelasting belastingverrekening toekent (artikel 14. 3. van de voornoemde richtlijn 2003/48/EG).

Artikelen 8, 9, 10 en 11
(Wijzigingen in de artikelen 2, 22, 37 en 286 van het WIB)

1. Gesteld dat de bepalingen van het voorontwerp niet worden opgenomen in het WIB, is het paradoxaal dat bij artikel 8 van het voorontwerp in artikel 2 van het WIB 92 een definitie van "woonstaatheffing" wordt opgenomen, terwijl noch de omslag, noch de berekeningsgrondslag, noch het percentage van deze bronbelasting in het WIB worden bepaald.

Deze definitie heeft in het voorontwerp geen ander doel dan de definitie van netto-inkomen uit roerende goederen en kapitalen, die in de artikelen 22, § 1, en 37 van het WIB wordt gegeven en de definitie van de berekeningsgrondslag van het forfaitaire gedeelte van buitenlandse belasting, die in artikel 286 van het WIB wordt gegeven, aan te vullen.

In tegenstelling tot wat in de memorie van toelichting wordt aangegeven, is het verkieslijk artikel 2 van het WIB, dat handelt over de definitie van fundamentele begrippen van het WIB, niet te verzwaren met een moeilijk te begrijpen definitie van "woonstaatheffing" en in de artikelen 22, § 1, 37 en 286 van het WIB de verwijzing naar de "heffing" waarin het voorontwerp voorziet, te vervangen door een bijkomende zin.

Zo zou in artikel 22 van het WIB een nieuwe paragraaf 4 worden toegevoegd, luidende :

"§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 1 wordt met de roerende voorheffing gelijkgesteld de bronbelasting die een in België gevestigde uitbetalende instantie heft op de interesten betaald :

a) aan verblijfhouders van een andere lidstaat van de Europese Unie overeenkomstig de bepalingen waarbij het Belgische recht in overeenstemming wordt gebracht met richtlijn 2003/48/EG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling;

b) aan verblijfhouders van een derde landen-partner bedoeld in artikel 17.2. van de genoemde richtlijn."

De artikelen 37 en 286 van het ontworpen WIB zouden op dezelfde manier gewijzigd worden.

Artikelen 12 en 13
(Wijzigingen in artikel 338 van het WIB en artikel 338*bis* van het ontworpen WIB)

1. Artikel 12 lijkt overbodig, behoudens in zoverre het in artikel 338 van het WIB de bewoordingen "Europese Economische Gemeenschap" vervangt door de bewoordingen "Europese Unie".

Artikel 338*bis* daarentegen dient daarentegen te worden aangevuld met een nieuwe paragraaf 1 die als volgt geredigeerd wordt:

"Art. 338bis. § 1. Onverminderd artikel 338 regelt dit artikel de uitwisseling van informatie in het kader van richtlijn 2003/48/EG van de Raad van 3 juni 2003 betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling."

2. De definities van "uiteindelijk gerechtigde", "interesten" en "uitbetalende instantie" zijn opgenomen in artikel 3, § 1, van dit voorontwerp. Er bestaat geen reden toe de Koning te machtigen diezelfde begrippen te definiëren zoals in het ontworpen artikel 338*bis*, § 1, vierde lid.

Artikel 15

Gelet op de verplichtingen die voortvloeien uit de voormelde richtlijn 2003/48/EG, is het begrijpelijk dat de Koning gemachtigd wordt om de datum van de inwerkingtreding van de ontworpen artikelen 2 tot 14 (artikel 15, § 1, van het voorontwerp) vast te stellen.

Krachtens het beginsel van de wettelijkheid van de belasting, dat is vastgelegd in de artikelen 170 en 172 van de Grondwet, kan de Koning daarentegen niet gemachtigd worden, zoals in artikel 15, § 2, 1°, van het voorontwerp geschied is, om de datum te bepalen waarop de overgangsregeling van de "woonstaatheffing" kan worden opgeheven, en dit op een datum die zelfs kan voorafgaan aan de uiterste datum waartoe de toepassing van artikel 10.2. van de voormelde richtlijn 2003/48/EG aanleiding zou geven. Het is immers de wetgever die een regeling van belastingontvangst die hijzelf heeft ingesteld, zelfs als overgangsregeling, vooraf dient op te heffen.

.../...

Artikel 16
(wijziging van artikel 261 van het WIB)

In de tekst in fine is sprake van "een attest dat die hoedanigheid bevestigt".

In deze bepaling zou moeten worden aangegeven van wie dit attest dient uit te gaan en om welke hoedanigheid het gaat.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS